

**Rapport de la commission du génie civil et des équipements du 7 mai 2025**

Rapporteur : Cédric BRINER

**DA 439 - 25.04 CRÉDIT DE CHF 255'000.00 TTC POUR LE RENOUVELLEMENT DES DÉCORATIONS DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE**

**L'exposé de l'administration :**

Le Service de l'environnement urbain (SEU) prévoit 6 lots de décorations, permettant un tournus dans le temps parmi les quartiers. Souhaitant pouvoir acquérir de nouvelles décorations pour renouveler certaines options et pour illuminer le nouveau quartier de l'Étang. Lors de cette recherche, trois prestataires ont été sélectionnés. Au final, le choix s'est porté sur le même prestataire avec lequel la Ville de Vernier a une très bonne relation.

Notons que le choix a été organisé à travers une démarche participative : en disposant des décorations dans la Commune et en demandant à la population d'annoncer sa préférence.

L'idée est de renouveler, par étape, sur 3 ans et de profiter de la technologie LED pour un gain financier.

**Le tour des questions :**

Un commissaire (LE CENTRE-VL) est étonné qu'on ne passe que par un fournisseur. Est-ce que le travail d'analyse financière a été fait sur les différents prestataires ? L'administration répond par la négative, qu'il n'y a pas eu de demande auprès d'autres prestataires. L'avantage invoqué est que le fournisseur proposé est en Suisse, que les relations avec ce dernier sont excellentes et qu'on se pose la question du suivi avec les autres (ex. installé en Grèce).

Un commissaire (PLR) demande s'il est possible d'avoir des couleurs d'illuminations qui reprennent les couleurs de Vernier.

Un commissaire (VERT.E.S) trouve les options choisies bonnes.

Un commissaire (VERT.E.S) demande pourquoi il y a de telles différences quant au nombre de réponses entre les quartiers (ex. Aïre). L'administration répond qu'Aïre n'a pas pu être testé pour des raisons techniques (branchements électriques et accroches aux candélabres).

Un commissaire (LE CENTRE-VL) demande si le procédé est compatible avec la loi des marchés publics. Pour l'administration, ce qui a prévalu avec le fournisseur proposé est d'avoir une excellente relation et de pouvoir profiter de certains éléments techniques achetés pour les anciennes décorations, ce qui offre un avantage financier.

Pour ce commissaire (LE CENTRE-VL), il lui semble obligatoire de passer par les marchés publics. Dès lors, selon lui, ce projet est illégal, car où se trouve le retour de l'appel d'offres ?

Un commissaire (ALTERNATIVE) demande s'il est prévu aussi des illuminations transversales. L'administration annonce que les trois types d'éclairage sont prévus, dont les transversales discutées précédemment.

Un commissaire (ALTERNATIVE) remarque que les transversales n'ont pas été soumises aux votes de la population. L'administration répond que cela viendra par la suite.

Un commissaire (UDC) demande la raison de cette dépense, si c'est par souci technique ou du fait que la population s'est lassée de ces décorations ? Pour l'administration, les deux raisons sont bonnes. Certains luminaires fatiguent. Une troisième raison est d'offrir des luminaires pour les nouveaux quartiers.

**Imbroglia :**

Un imbroglia s'installe à la suite d'une remarque du commissaire (LE CENTRE-VL), qui s'interroge sur l'aspect légal d'un appel d'offres. Il fait remarquer que, selon sa lecture, les lois des marchés publics imposent d'avoir des offres de plus d'un prestataire.

Après un débat, deux positions ont émergé. La première, celle du commissaire (LE CENTRE-VL) de ne pas voter et de repousser la décision à une autre commission. Une autre (SOC + VERT.E.S), de voter contre cette DA pour ceux et celles qui l'imaginent contraire à la loi, la laissant ainsi suivre son chemin pour aller en votation du Conseil municipal. Ils sauront à cette occasion si cette façon de faire est légale. Cela permettra à l'administration de fournir les informations manquantes. À ce titre, le commissaire (PLR) rappelle qu'il demandera l'éviction de ce point de l'ordre du jour pour le prochain Conseil municipal si les informations nécessaires n'étaient pas apportées durant le Bureau.

**Vote :**

**La DA 439 - 25.04, Crédit de CHF 255'000.00 TTC pour le renouvellement des décorations des fêtes de fin d'année, est acceptée par 5 OUI (3 SOCIALISTES et 2 LES VERT.E.S), 2 NON (1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX et 1 UDC), et 2 abstentions (1 ALTERNATIVE et 1 PLR).**